



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 3 de JUILLET 2016

www.etudes-fiscales-internationales.com/
pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

**Un homme politique considère la prochaine élection !
Un homme d'état considère la prochaine génération !
(Winston Churchill)**

Discours de Winston Churchill (Zurich, 19 septembre 1946)

Les lettres fiscales d'EFI
Pour lire les tribunes antérieures cliquer

Lettre EFI du 7 Juillet 2016 **Lettre EFI du 11 Juillet 2016**

Pour placer dans votre dossier "les lettres d'EFI" sur votre bureau
_ Lettre EFI du 25 Juillet 2016

brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015

Précis de fiscalité DGFIP 2015 :
2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde tous les prélèvements obligatoires

l'organigramme complet de la DGFIP (PDF)
Avant les modifications prévues à l'automne ??

Droit douanier européen
Programme de formation en ligne

Comptes non déclarés : l'amende de 5% non constitutionnelle.....	2
_(QPC 22/07/2016)	2
UBS News Alert / HOT LINE la pratique de l'assistance par la SUISSE	2
TRUST devant la conseil constitutionnel (Référé CE 22.07.2016)	2
Le verrou de Bercy n'a pas sauté ? QPC du 22 juillet 2016	3
Le génie de la City :Ses interventions (à suivre).....	3
Obligation du contradictoire :un nouvel arrêt protecteur (CAA VERSAILLES 05.07.16)3	
SPECIAL RETENUE A LA SOURCE 182 B CGI (CE 20/05/16).....	3
Les résultats du contrôle fiscal 2015 :	4
25 ans de procédure pour 10.000 euros/pour une réforme du controle fiscal suite à CE du 8 juillet 2016 ????	4

Contrôle fiscal : sur le chemin de Damas par Michel TALY, avocat	4
Cession de créance pour un euro symbolique à une Virgin Island (CAA Versailles 05.07.16).....	5
Observatoire fiscal économique et budgétaire EFI 2016	5

Comptes non déclarés : l'amende de 5% non constitutionnelle

(QPC 22/07/2016)

Le Conseil constitutionnel a été saisi [le 18 mai 2016 par le Conseil d'État](#) d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) portant sur le second alinéa du paragraphe IV de l'article 1736 du code général des impôts (CGI) dans sa rédaction issue de la loi du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012

22 juillet 2016 - Décision n° 2016-554 QPC

Amende pour défaut de déclaration de comptes bancaires ouverts, utilisés ou clos à l'étranger

Non conformité totale

Cette décision ne vise pas directement l'amende de 12,5 % pour défaut de déclaration de trusts mais le même raisonnement devrait s'appliquer

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

UBS News Alert / HOT LINE la pratique de l'assistance par la SUISSE

"Une" Liste "chiffrée" de l'assistance administrative demandée par la DGFIP sera (it) publiée le 26 juillet à 9H dans la FEUILLE FEDERALE
ATTENTION cette diffusion a pour objectif la protection du droit d'être informé et de se défendre - Elle ne vise que les personnes qui n'ont pas pu être contactées et qui disposent alors d'un délai de recours

Pour des informations supplémentaires les clients peuvent appeler le

00 41 61 276 46 15

Ou écrire

UBS SWITZERLAND

ETVC – OCS

CP2600 1211 GENEVE 2 CH

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

TRUST devant la conseil constitutionnel (Référé CE 22.07.2016)

Nous pouvons tous remercier notre ami **Nicolas Ducros** de cette information concernant la protection de la vie privée des gens et qui suspend une nouvelle réforme de contraintes et non de libertés voulue par Bruxelles et le GAFI

L'exécution du décret du 10 mai 2016 a donc été « provisoirement » suspendue dans l'attente de la réponse du Conseil constitutionnel, et du jugement par le Conseil d'État sur le fond de l'affaire.

[L'ordonnance de référé du 22 juillet 2016](#)

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Le verrou de Bercy n'a pas sauté ? QPC du 22 juillet 2016

[22 juillet 2016 - Décision n° 2016-555 QPC](#)

Subordination de la mise en mouvement de l'action publique en matière d'infractions fiscales
à une plainte de l'administration]

[Conformité]

[Communiqué de presse](#) [Commentaire](#) [Dossier documentaire](#)

Les dispositions contestées, telles qu'interprétées par une jurisprudence constante, limitent le libre exercice de l'action publique par le procureur de la République « en matière d'impôts directs, de taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes sur le chiffre d'affaires, de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière et de droits de timbre ».

Ces dispositions sont conformes

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Le génie de la City : Ses interventions (à suivre)

POINT 1 DIVISER POUR REGNER (20.07.16)

Brexit : Theresa May joue Angela contre François

Diviser les Européens pour tenter de se sortir au mieux du borbier du Brexit. En se déplaçant en Allemagne mercredi 20 juillet, puis en France jeudi, la nouvelle première ministre britannique Theresa May confirme sa stratégie : négocier avec Berlin et Paris plutôt qu'avec Bruxelles, en jouant sur les dissensions franco-allemandes. Philippe Bernard LONDRES
La réponse d'Angela

I won't negotiate with Britain until launch of formal exit talks

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Obligation du contradictoire :

un nouvel arrêt protecteur (CAA VERSAILLES 05.07.16)

La procédure fiscale française est très protectrice des droits du citoyen lorsqu'elle est diligentée par les agents de la DGFIP

Une réponse aux observations du contribuable insuffisamment motivée est inexistante
C A A de Versailles, 1ère Chambre, 05/07/2016, 14VE01315, Inédit au recueil Lebon

Dans un arrêt en date du 5 juillet 2016, la CAA de Versailles considère qu'une réponse aux observations du contribuable est insuffisamment motivée (et donc que la procédure d'imposition est irrégulière) dès lors qu'elle a relevé que

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

SPECIAL RETENUE A LA SOURCE 182 B CGI (CE 20/05/16)

Information importante

La retenue à la source ([article 182 B CGI](#)) de 33% sur le brut soit 50% du net est DUE même en cas de convention fiscale SI le créancier prestataire de services n'est pas imposé à un IS local

N'oubliez pas de demander une attestation fiscale à votre créancier
nombreux redressements en cours et envisagés

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Les résultats du contrôle fiscal 2015 :

LE CONTRÔLE FISCAL:
RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES (février 2016)
Note EFI à lire pour comprendre l'évolution qui se prépare pour l'automne
O FOUQUET L'obligation d'impartialité

RÉSULTATS 2015

La DFGIP vient de publier son rapport d'activité pour 2015 avec notamment les chiffres du
contrôle fiscal

[Le rapport](#) [Le cahier statistique](#)
[La partie du rapport sur le contrôle fiscal](#)

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

25 ans de procédure pour 10.000 euros/pour une réforme du contrôle fiscal suite à CE du 8 juillet 2016 ????

Pour une réforme du contrôle fiscal

Par une décision en date du 8 juillet 2016, le Conseil d'Etat a mis en cause la responsabilité
des services de l'Etat chargés du recouvrement de l'impôt. Après 22 ans de procédure il a
condamné l'état à verser à la veuve du contribuable la somme de 10.000 euros pour préjudice
moral !!!! (sic)

Conseil d'État N° 371080 8ème et 3ème chambres réunies 8 juillet 2016
O FOUQUET Responsabilité de l'administration fiscale pour faute
Responsabilité de l'administration

Contrôle fiscal : sur le chemin de Damas par Michel TALY, avocat

L'apôtre Paul fut brutalement aveuglé par la lumière de la vérité et tomba de cheval.

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

De la restitution par la France des impôts payés à l'étranger ?? (Aff. BNP et CIC)

Par deux arrêts didactiques – CIC et BNP en date du 8 juillet 2016, la CAA de Paris illustre
de nouveau la difficulté, pour les contribuables, de bénéficier de la décision de la CJUE
révélant l'incompatibilité de l'impôt fiscal avec le droit de l'UE, compte tenu de l'impossibilité,
en pratique, de justifier de l'impôt effectivement acquitté à raison des bénéfices à l'origine des
distributions réalisées par les sociétés installées dans les autres Etats membres.

En clair la liberté de circulation des capitaux ne signifie pas exonération fiscale

On relèvera que, afin d'écartier les prétentions de l'administration selon lesquelles leurs
réclamations devaient être regardées comme revêtant un caractère tardif, les deux sociétés ont
bénéficié de la prorogation du délai de réclamation prévue par l'article R*196-3 LPF compte
tenu de la notification de redressements reçue dans le délai de prescription.

Droit au remboursement/délai allongé: CE 23/12/2011

Précompte un jackpot fiscal de 1 milliard d' euros
Les affaires ACCOR ET rhodia

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Cession de créance pour un euro symbolique à une Virgin Island (CAA Versailles 05.07.16)

Dans un arrêt en date du 5 juillet 2016, la CAA de Versailles confirme sa jurisprudence relative aux cessions de créances à un prix symbolique:

[SA AEDIS GROUPE](#), a cédé 14 février 2005, une créance de 1 462 893,13 euros, pour un prix fixé d'une part fixe d' un euro symbolique et d'une part variable fixée à 50

% des sommes recouvrées par la cessionnaire dont elle n'a pas perçu le bénéfice,(sic)

Le même jour elle a cédé la totalité des parts de sa filiale à son gérantet notre ami

Nimbus pense connaître le nom du bénéficiaire économique de la Virgin Island Cny

Cette histoire - à la Tournesol -va t elle s'arrêter à ce point d'étape , les amis d'EFI comprendront !!!

La cour , en absence d'une preuve d'une contrepartie ,a confirmé..lire ci dessous

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

UE encore plus de transparence et de surveillance fiscale !!!!!

La Commission a défini le 5 juillet 2016 les prochaines étapes de sa campagne visant à renforcer la transparence fiscale dans le cadre de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales dans l'UE, en tenant compte des problèmes mis en lumière par les révélations récentes dans les médias dans le cadre de l'affaire dite des «Panama Papers».

Que va répondre notre sortant génie de la City ///

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)

Observatoire fiscal économique et budgétaire EFI 2016

juillet 2016

[Le rapport de France stratégie \(premier ministre juillet 2016\)](#) HTML

[EN PDF pour lire et imprimer](#)

Dette, déficit et dépenses publiques : quelles orientations ?

Si elle entend réduire significativement l'endettement public, la France devra dans les dix ans à venir conduire un ajustement supplémentaire, compris entre 2 et 4 points de PIB.

«La dette publique française atteint un niveau sans précédent depuis l'après-guerre»:

note EFI ce document officiel des services du premier ministre est sorti le 13 juillet et n a quasiment pas été repris par notre presse alors même qu'il est d'une énorme sévérité pour l'ensemble des politiciens

[Lettre de la direction du trésor juin 2016](#)

[« Concurrence sociale des travailleurs détachés en France: fausses évidences et réalités »](#)

Un travailleur détaché est un salarié envoyé temporairement par son employeur sur le territoire d'un autre État membre de l'Union que celui dans lequel il travaille habituellement et où son employeur est implanté. À la différence des travailleurs migrants qui relèvent du principe communautaire de libre circulation des personnes, le détachement de travailleurs s'appuie sur le principe de libre prestation de services. La France est le deuxième pays d'accueil en Europe après l'Allemagne, avec 229 000 salariés détachés en 2014, soit moins de 1 % de la population active française.

[Loi de règlement du budget 2015\)](#)

Le rapport RABAULT (AN PS) le rapport De MONGOLFIER (Sénat PR)

Rappel EFI les PO de l'état ne représentent que 14 % du PIB (hors SCG + de 2 %) alors que les PO sociaux –peu contrôlés et peu diffusés plus de 25% !!!! Ces deux rapports sont donc INCOMPLETS

I Comparaison internationale des prélèvements obligatoires 2015 (18.01.2016)
FICHE 9 : L'ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES ENTRE ENTREPRISES ET MÉNAGES

Les ménages ont subi plus fortement le choc fiscal que les entreprises

Rapport V RABAULT (projet de loi de règlement du budget 2015)

[L'annexe sur ce point au rapport](#)

juin 2016

La situation et les perspectives des finances publiques juin 2016

[Pour lire la tribune cliquez >>>>](#)